



Les nouvelles routes des diplômés

Si les jeunes continuent de partir en stage ou en échange à l'étranger, ils choisissent désormais davantage les pays frontaliers et des missions sécurisées.

Des étoiles plein les yeux, Anaïs Bermond a posé ses cartons aux Etats-Unis en 2021, pendant ses études à Skema. Depuis, elle a enchaîné après son master avec la création d'une application de chauffeurs VTC pour femmes, puis deux jobs dans la musique et les satellites. « Ici, tout est possible à condition de ne pas baisser les bras. Je me suis pris des portes par centaines, j'ai connu des galères administratives mais je me suis accrochée. » Une ténacité payante : depuis juillet, elle a rejoint les équipes marketing d'Amazon à New York. Avec, à la clé, un salaire très attractif à six chiffres.

Un parcours pas si fréquent. Dans les grandes écoles, 8,5% de diplômés français succombent à l'appel du grand large en sortie d'études. A l'université, on tombe même à 7%. Depuis dix ans, la tendance est à la baisse, bien que les salaires étrangers soient en général meilleurs – en moyenne 83000 euros annuels en Suisse (lire p. 74). Pourtant, les étudiants n'ont jamais été aussi nombreux à partir en échange ou en stage à l'international lors de leur scolarité. Ils étaient 114000 en 2022, soit deux fois plus qu'en 2010. Et pour cause : l'expatriation est souvent une étape obligée pour obtenir son diplôme et intégrer des entreprises mondialisées en quête de professionnels bilingues.

Titres de séjour restreints

Comment expliquer ce paradoxe ? « Plusieurs événements se sont conjugués pour freiner le départ à l'étranger : la sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni en 2021, la situation sanitaire lors du Covid, mais aussi, plus récemment, les incertitudes économiques dans la plupart des pays d'accueil des diplômés », note la dernière enquête insertion de la Conférence des grandes écoles (CGE). Austra-



Campus Skema Suzhou, en Chine. L'expatriation est souvent une étape obligée pour obtenir son diplôme et intégrer des entreprises mondialisées en quête de professionnels bilingues.

lie, Etats-Unis, Chine... « De nombreux pays ont aussi eu tendance à se refermer et restreindre l'obtention de titres de séjour. Ce qui a pu freiner des embauches », ajoute Laurent Champaney, directeur général des Arts et métiers et vice-président de la CGE. Dans ce contexte géopolitique, les pays limitrophes sont privilégiés. Le Royaume-Uni, auparavant destination préférée des Frenchies surtout dans la finance et le conseil, a ainsi été rétrogradé à la quatrième place, derrière l'Allemagne, le Luxembourg et la Suisse qui attire plus de 16% des globe-trotteurs.

Volontariat en progression

Leurs aspirations ont aussi beaucoup évolué. « Entre la généralisation du télétravail et la crise climatique, partir travailler à l'autre bout du monde comme dans les années 2010 n'est plus une obsession, constate Manuelle Malot, directrice de l'Edhec NewGen Talent Centre.

Mais ils apprécient d'avoir des collègues étrangers et de développer des projets à dimension mondiale. L'international les intéresse toujours mais différemment. »

Elle en veut pour preuve le fort engouement des moins de 28 ans pour le Volontariat international en entreprise (VIE) qui a atteint un niveau record en 2025, avec 11500 jeunes envoyées dans 120 pays. Il permet de réaliser une mission professionnelle rémunérée de six à vingt-quatre mois à l'étranger sous la tutelle de l'Ambassade de France. « Ce format rassure. Cette année, nous avons enregistré 70000 candidatures, soit 30000 de plus qu'en 2019, c'est inédit », se réjouit Christophe Monnier, directeur du programme VIE de Business France qui centralise les offres de 2000 entreprises. Un aller parfois sans retour. Une fois leur mission achevée, huit jeunes sur dix poursuivent une carrière à dimension internationale, dont 60% hors de France.

Marion Perroud ►

Loïc Berra

